

CIDD – GT Responsabilité Sociétale (RSO/ISR)

Rapport d'activités 2018

Le GT RSO/ISR de la CIDD s'est réuni 3 fois dans le courant de cette année 2018.

Il a privilégié au maximum une coordination du travail par voie électronique. C'est la raison pour laquelle il n'a pas été nécessaire de réunir le GT dans son intégralité plus souvent.

Les activités du groupe de travail se sont focalisées principalement sur les points suivants :

1. Mise en œuvre des actions du Plan d'action national (PAN) « Entreprises et Droits de l'Homme » ;
2. Suivi des dossiers politique et règlementaire en matière de responsabilité sociétale et des Droits humains dans les activités commerciales au niveau belge et international ;
3. Suivi de l'actualité et des développements de la Responsabilité sociétale et des Droits de l'Homme.

1. **Mise en œuvre des actions du Plan d'action national « Entreprises et Droits de l'Homme »**

Pour rappel, le 20 juillet 2017, le Conseil des Ministres a pris acte du premier [Plan d'action national « Entreprises et Droits de l'Homme »](#).

Le PAN belge se décline en 33 actions. La plupart des actions sont liées au premier pilier du cadre de référence « Entreprises & Droits de l'Homme » qui s'inscrit dans « *l'obligation qui incombe à l'État de protéger les personnes contre les violations des Droits de l'Homme par des tiers, y compris les sociétés.* »

Étant donné les liens très étroits entre respecter et promouvoir les Droits de l'Homme d'une part, et stimuler et assumer sa responsabilité sociétale d'autre part, il a été décidé d'établir un plan d'action national « Entreprises et Droits de l'Homme » conjointement à l'actualisation du plan d'action fédéral « Responsabilité sociétale des organisations », via une approche intégrée.

A travers le choix de cette approche, soutenue par les parties prenantes, l'autorité fédérale voulait clarifier à l'égard des entreprises et autres organisations que le respect et la promotion des Droits de l'Homme font partie intégrante de l'émergence d'une responsabilité sociétale qui peut revêtir de multiples formes.

C'est la raison pour laquelle les travaux/projets menés par le GT RSO/ISR de la CIDD s'inscrivent principalement dans le cadre du PAN « Entreprises et Droits de l'Homme ».

Le PAN prévoit également un processus de suivi précis.

Chaque année, la CIDD doit rendre compte, dans son rapport annuel, de l'état d'avancement de sa mise en œuvre. Ce rapport est envoyé à tous les membres du Parlement fédéral ainsi qu'aux différents conseils de parties prenantes.

C'est donc, pour la deuxième fois depuis son adoption, qu'un état d'avancement de la mise en œuvre des actions est réalisé, avec la contribution de tous les membres du GT RS/ISR.

Une brève description des actions et projets coordonnés et/ou menés par les membres du GT et leurs administrations respectives dans le courant de 2018 est compilée dans un tableau annexé à ce rapport. Ce tableau correspondant au 2^e rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PAN.

On retiendra l'effort déployé en 2018 pour la mise en œuvre des actions suivantes :

Actions 1 & 5 - Elaborer une boîte à outils destinée aux entreprises et organisations concernant les Droits de l'Homme. Après plus de 6 mois de recherche, de consultation des parties prenantes et de développement technique, la boîte à outils ou Toolbox, disponible en 3 langues, a été mise en ligne le 1er novembre 2018. Son lancement officiel a été fait le 10 décembre 2018, jour de commémoration des 70 ans de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Cette boîte à outils en ligne vise à fournir un ensemble d'instruments accessibles à tous (label [AnySurfer](#)) pour guider les entreprises/organisations, et leurs parties prenantes, dans leurs obligations en matière de Droits de l'Homme dans le cadre de leurs activités. Elle est disponible sur :

- FR : <https://entreprises-droitshomme.be/>
- NL : <https://bedrijven-mensenrechten.be/>
- EN : <https://business-humanrights.be/>

[Une très large diffusion passive et active a été réalisée avec la collaboration des membres du GT RS/ISR et des acteurs clés de la RS et du développement durable belge. Le monde académique a particulièrement marqué son intérêt : la Toolbox a été présentée à plusieurs séminaires académiques et une session spéciale lui a été consacrée dans le cadre du SDG-Forum.](#)

[Une diffusion personnalisée a également été faite auprès des ambassades et consulats belges à l'étranger.](#)

La Toolbox est un répertoire organisé des instruments pertinents et inspirants pour les entreprises/organisations afin de les aider à ancrer le respect des Droits de l'Homme dans leurs activités en générale. Par ce biais, elle sensibilise et promeut les initiatives existantes.

Actions 2 & 3 & 5 - Elaborer une brochure sur les mécanismes de réparation liés à l'autorité publique. Suite à l'adoption de nouveaux mécanismes de recours significatifs et aux remarques apportées par les premiers utilisateurs de la brochure « Accès au recours en Belgique », cette dernière a été actualisée au niveau de son contenu et de sa forme. Ce projet a continué à susciter de l'intérêt auprès des acteurs de la société civile. Aussi, à leur demande, le [rapport de recommandations portant les freins/obstacles qui pourraient entraver l'accès effectif aux mécanismes de réparation en cas de violation des Droits de l'Homme](#) a été publié sur le site www.developpementdurable.be. L'opportunité d'intégrer ces recommandations dans le prochain Plan fédéral de Développement durable sera évaluée en cours d'exercice.

Action 4 - Promouvoir les initiatives qualitatives existantes relatives aux Droits de l'Homme et à la responsabilité sociétale. Dans le cadre d'un appel à projet, le Gouvernement flamand a encouragé les organisations à développer des bonnes pratiques

RSE de manière structurelle. C'est ainsi que 34 projets (2017 et 2018), qui portent sur divers défis, ont été soutenus: application des objectifs de développement durable, coopération en matière de développement durable, chaînes internationales durables, développement durable de divers secteurs, etc.

Deux de ces projets se concentrent explicitement sur les aspects « Droits de l'Homme » dans le commerce international : FEBENAT (projet Fair Natural Stone) et Flanders Investment & Trade ([Compass for Sustainable International Business](#)).

Actions 6 & 24 - Charte belge ODD sur le rôle du secteur privé, de la société civile et du secteur public dans la coopération internationale. 2018 a été l'occasion d'analyser en profondeur les opportunités de partenariats inter-sectoriaux. Cette analyse a permis le lancement de plusieurs projets dont le partenariat « [Beyond Chocolate](#) », qui est le premier grand aboutissement de la Charte belge ODD de Développement international. Il a pour ambition de rendre le chocolat belge encore meilleur et plus durable. Soutenue par plus de 100 partenaires multipartites, la charte marque la volonté commune des signataires d'intégrer pleinement les objectifs de développement durable dans leur activité économique principale et de prendre une part active à des partenariats multi-acteurs.

Action 7 - Sensibiliser les entreprises concernant les questions des Droits de l'Homme dans le cadre des missions économiques à l'étranger. Dans le cadre des missions économiques belges à l'étranger, une activité sur le thème "Business & Human Rights" est désormais systématiquement organisée. L'administration veille à ce que le choix du sujet traité soit pertinent pour le pays visité tout en tenant compte de sa réalité. En 2018, 2 missions économiques ont eu lieu. L'une en Uruguay où l'accent a été mis sur le dialogue social et l'autre au Maroc avec pour focus l'entrepreneuriat au féminin.

Action 10 - La Belgique s'engage à intégrer des critères « Droits de l'Homme » et de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dans la stratégie d'appui au développement du secteur privé local de la coopération belge. Les critères relatifs aux droits humains et à la responsabilité sociale des entreprises sont désormais systématiquement pris en considération lors du financement des projets/programmes d'appui au secteur privé local (critères de sélection des projets financés par la 'Business Partnership Facility', BIO, autres acteurs spécifiques,...).

Action 13 : Renforcer et contrôler le respect des Droits de l'Homme dans les marchés publics. En collaboration avec les parties prenantes (entreprises, fédérations sectorielles, syndicats, ONG et gouvernements), le Gouvernement flamand travaille à une initiative i-MVO dans le secteur des pierres naturelles. Le but de cette initiative est d'améliorer les conditions des travailleurs, de leur environnement et de l'environnement sur les sites de production de pierre naturelle. L'approche consiste en l'intégration de la diligence raisonnable dans les marchés publics concernant ces produits à risque. Il s'agit d'un processus continu qui aide les organisations à identifier les risques de violation des droits du travail et des Droits de l'Homme dans leur propre organisation et la chaîne de production associée, à les prévenir, les réduire, les réparer et / ou à indemniser les victimes.

Action 15 - Intégrer le principe de « diligence raisonnable » au sein des organismes de gestion de l'entreprise, également en matière de Droits de l'homme : le GT RS/ISR a participé à la consultation des parties prenantes relatives à la révision du [Code belge de](#)

[gouvernance d'entreprise](#). A cette occasion, une demande forte a été faite pour y intégrer les principes de diligence raisonnable dans cette nouvelle version.

Action 17 - Plaider au niveau de la Belgique pour le renforcement de l'intégration du développement durable (y compris des Droits de l'Homme) dans les accords de libre-échange. La Belgique joue un rôle de pionnier au sein du Conseil de l'UE et plaide systématiquement en faveur de l'intégration le plus largement possible des critères de développement durable dans les accords de libre-échange. La Belgique insiste également sur le suivi efficace de la mise en œuvre.

En 2018, la Belgique peut se féliciter d'avoir été entendue par la Commission européenne, qui a proposé 15 points d'action pour renforcer la mise en œuvre des chapitres sur le commerce et le développement durable. La Belgique va poursuivre ce travail au sein du Conseil pour s'assurer du suivi concret.

Action 18 - Suivre l'évolution de la RSE et des Droits de l'Homme auprès des entreprises belges à l'aide du baromètre RSE. L'édition 2018 a définitivement pris la forme d'un baromètre des SDGs et une attention particulière y a été réservée à la thématique « Droits de l'Homme ». Ce baromètre donne une information scientifique de base sur l'engagement des entreprises/organisations en matière de développement durable. Le baromètre montre qu'il y a une prise de conscience des ODD et que les objectifs sont en train d'être adoptés par les organisations. Aussi, des mesures concrètes sont également prises. En fait, l'action en Belgique semble même supérieure à la moyenne internationale. Le [rapport complet](#) est disponible sur le site de l'UCL. Ce projet de recherche étant la première enquête nationale sur l'adoption et la mise en œuvre des ODD, ses résultats peuvent servir de base à de futures enquêtes, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Action 22 - Encourager la gestion responsable des chaînes d'approvisionnement avec une approche sectorielle. Un projet-pilote innovant portant sur « Transparence et traçabilité dans le secteur du textile et de l'habillement » a été lancé. Concrètement, ce projet-pilote a pour ambition le développement d'un label « BeAwear » basé sur des critères environnementaux et sociaux dans la chaîne de valeur. Plusieurs acteurs sont impliqués dans les travaux : 6 entreprises issues du secteur, la fédération belge de la mode [CREAMODA](#) en collaboration avec la fédération belge de l'Industrie textile [Fedustria](#), [FBT](#) et [Euratex](#).

Action 25 - Accorder une attention particulière à la ratification, au soutien et à la promotion d'une série de conventions de l'OIT ayant trait aux Droits de la Femme. En 2018, le SPF Affaires Etrangères a mis l'accent sur les Droits de la Femme dans la sensibilisation effectuée par le réseau de postes de la diplomatie belge via, entre autres, la participation active dans les campagnes comme « She Decides » et « #ShelsEqual ». On retiendra également la mise en œuvre de la stratégie « Genre et Développement » de la coopération belge et de son plan d'action, dont l'une des priorités est de promouvoir le leadership féminin ainsi que leur empowerment économique notamment via le travail décent et les opportunités entrepreneuriales.

2. Mais aussi...

Le GT a également suivi l'actualité relative aux questions des Droits de l'Homme au niveau des divers organes ou instances internationales (Conseil de l'Europe, Nation Unies, Organisation Internationale du Travail,...) de manière à veiller à une cohérence dans les missions qui lui ont été confiées.

Il a également poursuivi le soutien, la participation ou la diffusion d'évènements et actions pertinentes qui contribuent à promouvoir et stimuler l'entrepreneuriat socialement responsable auprès de ses parties prenantes belges.

Annexe

Actions		UN GP's B&HR		SDGs	Autorité responsable/compétente	Etat des lieux/Stand van zaken (brève description)	
		pilier	PO			2017	2018
1	<p>Elaborer une boîte à outils destinée aux entreprises et organisations concernant les droits de l'Homme</p> <p>Een toolkit betreffende mensenrechten uitwerken voor ondernemingen en organisaties</p>	I	PO 3	5-8-12-16	<p>IFDD GT RSO/ CIDD Région Wallonne Région flamande</p>	<p>L'IFDD a lancé un marché (PNSPP) fin 2017. Aucune offre n'a été réceptionnée. Plusieurs organisations ont néanmoins marqué leur grand intérêt mais n'ont pas eu le temps de rédiger une offre de qualité dans le délai imparti. 4 universités belges et 2 bureaux d'experts en RS ont été consultés.</p> <p>En concertation avec les membres du GT RS/CIDD, l'IFDD relancera le marché début 2018.</p> <p>Sur proposition du GT, la liste des prestataires sera complétée et le cahier des charges peaufiné en tenant compte des remarques formulées.</p> <p>La livraison de la boîte à outils reste quant à elle inchangée soit au plus tard octobre 2018.</p>	<p>IFDD & GT RSE/CIDD</p> <p>L'IFDD a relancé un marché portant sur Développement d'une boîte à outils « Droits de l'Homme ». Cette boîte à outils vise à fournir un ensemble d'instruments accessibles pour guider les organisations (et leurs parties prenantes) dans leurs obligations en matière de Droits de l'Homme, dans le cadre de leurs activités.</p> <p>Cet projet a été confié à l'University of Antwerp, en consortium avec IPIS Research.</p> <p>Après plus de 6 mois de recherche, de consultation des parties prenantes et de développement technique, la boîte à outils, disponible en 3 langues, a été mise en ligne au 1 novembre 2018.</p> <p>Son lancement officiel a été fait le 10 décembre 2018, jour de commémoration des 70 ans de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.</p> <p>FR : https://entreprises-droitshomme.be/</p> <p>NL : https://bedrijven-mensenrechten.be/</p> <p>EN : https://business-humanrights.be/</p>
2	<p>Elaborer une brochure sur les mécanismes de réparation liés à l'autorité publique</p> <p>Een brochure opstellen over de overheidsgebonden remediëringmechanismen</p>	III	PO 26 & 27	16	IFDD	<p>L'action 2 et 3 ont été mise en œuvre conjointement via deux marchés :</p> <p>L'IFDD a lancé</p> <ul style="list-style-type: none"> un premier marché public portant sur la réalisation (I.) une étude exhaustive sur les mécanismes recours étatiques existants, une brochure (II.) pratique disponible en 4 langues destinée aux (représentants) des victimes et acteurs concernés et un rapport de recommandations pour lever les obstacles qui peuvent être 	<p>IFDD & GT RSE/CIDD</p> <p>*La thématique « accès aux voies de recours » ayant été très dynamique au niveau national et international, une actualisation du contenu de la brochure a été nécessaire.</p> <p>L'actualisation du contenu a porté principalement sur l'ajout de nouveaux mécanismes adoptés dans le courant 2018. A cette occasion, un re-lifting de la forme a également été apporté, répondant ainsi aux remarques formulés par les utilisateurs (juin 2018).</p> <p>Nouvelles versions (en 4 langues) sont disponibles : https://www.developpementdurable.be/sites/default/files/content/fr_brochure_droits_de_lhomme_062018.pdf</p> <p>*Après évaluation sur les suites à réserver au rapport de recommandations, portant sur la levée des obstacles qui peuvent être une entrave au recours effectif, réalisé par les</p>

3	<p>Formulation de recommandations en vue d'améliorer l'accès à un mécanisme de réparation judiciaire</p> <p>Formulering van aanbevelingen met het oog op de verbetering van de toegang tot een mechanisme van rechtsherstel</p>	III	PO 26 & 27	16	IFDD	<p>une entrave au recours effectif a été réalisé. Cette triple mission a été confiée à l'équipe du Professeur Wouter Vandenhole, expert académique « Droits de l'Homme » à l'Université d'Anvers.</p> <p>Livraison finale juillet 2017</p> <ul style="list-style-type: none"> un deuxième marché public (réservé au secteur de l'économie sociale) portant sur la mise en page, le graphisme et l'impression de la brochure (II.) dans les 4 langues. <p>Cette mission a été confiée à IMPRIBEAU, entreprise de l'économie sociale.</p> <p>Livraison des brochure en 4 langues en version papier et online en novembre 2017</p>	<p>expert académique belges, ce dernier été diffusé auprès des parties prenantes demandeuses et publié sur le site de l'IFDD. L'objectif étant de lui assurer visibilité et servir de source d'inspiration à la préparation des politiques futures.</p> <p>*Sur la base des Principes directeurs des Nations Unies de 2011, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation CM/Rec(2016)3 sur les droits de l'homme et les entreprises, un nouvel instrument qui offre des recommandations plus ciblées pour aider les Etats membres à prévenir et corriger les atteintes aux droits de l'homme commises par les entreprises, et met l'accent sur les mesures visant à inciter les entreprises à respecter les droits de l'homme.</p> <p>Concernant ce dernier rapport de recommandations, le schéma de traitement lui a été réservé.</p>
4	<p>Promouvoir les initiatives qualitatives existantes relatives aux droits de l'Homme et à la responsabilité sociétale</p> <p>Bestaande kwalitatieve initiatieven m.b.t. mensenrechten en maatschappelijke verantwoordelijkheid bevorderen</p>	I	PO 3	5-8-12-16	IFDD GT RSO/ CIDD Région Wallonne Région flamande	<p>Le Point de contact national de l'OCDE du SPF Economie, en collaboration avec le SPF Justice, la Fédération des Entreprises Belges et la Belgium International Chamber of Commerce, a organisé divers événements d'information et de sensibilisation à la lutte contre la corruption dans et par les entreprises nationales et internationales.</p> <p>Des guides pratiques ont également été publié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guide anticorruption pour les entreprises belges à l'étranger : Pour mieux se conformer aux règles de lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. - Guide anticorruption pour les PME : Une PME de confiance rejette la corruption : pourquoi, comment ? <p>Le PCN en fait la promotion via l'organisation des événements suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur agricole (05/2016) 	<p>IFDD & GT RSE/CIDD</p> <p>A travers le développement de la Toolbox (voir action 1), l'IFDD sensibilise et promeut les initiatives qualitatives existantes, qu'elles soient nationales et internationales. Cette Toolbox en ligne, développée dans un souci d'accessibilité à tous, est disponible en 3 langues et lisible par les personnes porteuses de handicap (label AnySurfeur). La Toolbox étant un répertoire organisé des instruments pertinents et inspirants pour les entreprises/organisations afin de les aider à ancrer le respect des droits de l'homme dans leurs activités en générale.</p> <p>Région flamande</p> <p>En 2016, 2017 et 2018, le ministre Homans a lancé un « appel aux subventions RSE » pour encourager les organisations intermédiaires/sectorielles à intégrer la RSE de manière structurelle dans leur organisation. 34 projets ont ainsi été soutenus et traités de différents défis : la mise en œuvre des objectifs de développement durable, la coopération en matière de durabilité, les chaînes internationales durables, la durabilisation adaptée aux différents secteurs, etc.</p> <p>Deux promoteurs mettent explicitement l'accent sur les aspects liés aux droits de l'homme et l'entrepreneuriat international. C'est notamment le cas de FEBENAT (projet Pierre naturelle équitable) et Flanders Investment & Trade (révision de la brochure « Kompas voor Duurzaam Internationaal Ondernemen ») :</p>

					<ul style="list-style-type: none"> - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur minier et extractif (10/2016) - Conférence de lutte contre la corruption (12/2016) - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur financier (10/2017) - Conférence de lutte contre la corruption ciblage PME (12/2017) - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur textile (1^{er} semr - 2019) - Table ronde sur la diligence raisonnable multisectorielle (2^{ème} sem – 2019) <p>Région Bruxelles-Capitale</p> <p>hub.Brussels publiera systématiquement les différents guides/initiatives sur son site internet et rappellera dans des newsletters et possibilité de les diffuser lorsque des entreprises prendront part à certain(e)s missions/foires/salons à l'étranger.</p> <p>hub.brussels est l'Agence Bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise. Lancée le 1er janvier 2018, elle est issue de la fusion entre Atrium.brussels, Bruxelles Invest & Export et Impulse.brussels</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Febenat : Pierre naturelle équitable est une initiative de la Fédération des Entreprises de Pierre naturelle belges et vise à faire respecter via des contrôles un code de conduite (développé sur la base des directives de l'ONU de l'ONU et de l'OCDE) aux entreprises et carrières participantes en Inde. Le projet est en cours depuis près de deux ans maintenant. - FIT : « Verduurzamen van internationaal ondernemen ». Cette publication contient les principes de base de la RSE, l'approche et les informations existantes pour familiariser les entreprises flamandes qui entreprennent à l'échelle internationale avec la multitude de codes internationaux, de lignes directrices et de sources d'information sur l'entrepreneuriat international socialement responsable et durable. Parallèlement, les objectifs de développement durable (ODD) ont été traduits en directives pratiques pour l'entrepreneur international flamand et, à l'aide d'exemples pratiques, il a été démontré étape par étape comment ces ODD peuvent être intégrés dès le départ dans une stratégie d'entreprise internationale. https://www.flandersinvestmentandtrade.com/sites/corporate/files/publications/DVO.pdf 	
5	Assurer la diffusion de la boîte à outils et de la brochure sur les mécanismes de réparation parmi les représentants	III	PO 26 & 27	5-8-12-16	SPF Affaires étrangères Région Wallonne Région flamande Région Bruxelles-Capitale	Diffusion et communication : <ul style="list-style-type: none"> - Passive : publication online https://www.developpementdurable.be/fr/ media sociaux et news - Active : 	IFDD * A travers l'organisation d'une session consacrée à Business & Human Rights dans le cadre du SDG Forum . La session portait sur « Comment intégrer et respecter les droits de l'homme au sein des entreprises/organisation ? » et ayant pour objectif de donner une vision concrète et opérationnelle des droits de l'Homme et de leur prise en compte dans les entreprises et organisations.

	belges à l'étranger et sensibiliser ceux-ci à la question. Zorgen voor de verspreiding van de toolkit en de remediëringsbrochure bij Belgische vertegenwoordigers in het buitenland en hen op dit vlak sensibiliseren				<ul style="list-style-type: none"> ○ diffusion de l'information et de brochures papier auprès des administrations fédérales via les membres du GT RS/CIDD. ○ présentation du projet programmée en session au UN Forum On business & Human Rights à Genève dont le thème phare était « Acces to Remedy » et distribution de brochures papier ; ○ Présentation auprès de l'ambassade belge en Suisse. <p>SPF Justice a assuré la diffusion auprès du Conseil de l'Europe et du Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO).</p> <p>SPF Economie : Le PCN diffusera largement la boite à outils et la brochure parmi ses homologues (48 pays) ainsi que dans ses relais auprès de l'OCDE comme bonne pratique à suivre.</p>	<p>À cette occasion, la Toolbox et la Brochure « Access to Remedy » y ont été présentés en profondeur et largement diffusés. Le programme complet est disponible ici.</p> <p>Cette session animé par des experts belge et danois a réuni un public d'environ 70 personnes, composé principalement de représentants d'entreprises, ONGs et académiciens.</p> <p>* lors du SDG Forum, qui réunissait plus de 600 personnes tout secteur confondu, l'IF a tenu un stand dans lequel ses travaux et produits étaient valorisés. la Toolbox et la brochure « Access to Remedy » y ont été activement diffusées.</p> <p>Région Bruxelles-Capitale</p> <p>Hub. Brussels relaiera passivement (via les réseaux en ligne) la boite à outils et la brochure. Ces publications seront aussi envoyées par mail aux entreprises ainsi qu'à la direction à l'internationalisation (Area Managers et Attachés commerciaux et économiques à l'étranger). Par ailleurs, la brochure papier a été transmise lors des « contact days » (meeting entre les AEC et les entrepreneurs) et lors de certains événements ainsi que missions.</p> <p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>En novembre 2018, le toolkit et la brochure de remédiation, ainsi qu'une brochure d'information générale en anglais expliquant le Plan d'action national, ont été envoyés aux ambassades et consulats de Belgique à l'étranger.</p>
6	Charte belge ODD sur le rôle du secteur privé, de la société civile et du secteur public dans la coopération internationale			8-16	SPF Affaires étrangères	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>*Suite à la phase de lancement de la Charte (2016-2017), mise en œuvre d'une phase d'approfondissement (2018-2021) des opportunités de partenariats inter-secteurs, en ciblant des filières porteuses (cacao, textile, eau,...) ;</p> <p>*Création d'une facilité financière ('Business Partnership Facility') pour permettre aux partenariats multi-acteurs identifiés de mettre en œuvre des projets concrets sur le terrain.</p>

	Belgisch SDG Charter over de rol van Private Sector, Middenveld en Publieke Sector in internationale ontwikkeling					<p>* Le partenariat « Beyond Chocolate » est le premier grand aboutissement de la Charte belge ODD de Développement international, signée par plus de 100 entreprises, organisations de la société civile et représentants du secteur public. Les signataires de la charte marquent leur volonté d'intégrer pleinement les objectifs de développement durable dans leur activité économique principale et de prendre une part active à des partenariats multi-acteurs.</p> <p>Le partenariat « Beyond Chocolate » prend pour engagements :</p> <ol style="list-style-type: none"> En 2025 au plus tard, l'intégralité du chocolat produit et commercialisé en Belgique répondra à l'une des normes de certification pertinentes⁵ et/ou sera fabriquée à partir de produits du cacao issus des programmes de durabilité propres à l'entreprise⁶. Les partenaires s'engagent conjointement pour qu'au plus tard en 2030, les producteurs de cacao perçoivent au minimum un revenu leur permettant de vivre et (b) le déboisement découlant de la production de cacao pour le secteur belge du chocolat s'arrête⁷. Pour le 5 décembre 2019, les participants au partenariat conviendront entre eux des indicateurs mesurables pour cet objectif commun concernant le revenu viable et le déboisement et des critères concernant le choix géographique. <p>Le partenariat « Beyond Chocolate » est aussi ouvert à de nouveaux partenaires qui souhaitent le rejoindre et y apporter une contribution utile.</p> <p><i>Lien avec action 24</i></p>	
7	<p>Sensibiliser les entreprises concernant les questions des droits de l'Homme dans le cadre de missions économiques à l'étranger</p> <p>De ondernemingen sensibiliseren aangaande mensenrechten westies in het</p>	I	PO 3	5-8-12-16	<p>SPF Affaires étrangères</p> <p>Région Wallonne</p> <p>Région flamande</p> <p>Région Bruxelles-Capitale</p>	<p>SPF Economie_PCN</p> <p>Projet de courrier du PCN aux principaux CEO de Belgique pour les sensibiliser aux Principes directeurs de l'OCDE (à faire valider par les membres du PCN). Renforcement des liens avec Credendo et Finexpo via le suivi des communiqués du PCN.</p> <p>Région Bruxelles-Capitale</p> <p>Hub. Brussels diffusera l'information auprès de ses Attachés économiques et commerciaux (AEC) et Area Managers et tentera d'intégrer de manière structurelle</p>	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>Dans le cadre des missions économiques belges présidées par SAR la Princesse Astrid, une activité sur le thème "Business & Human Rights" est désormais systématiquement organisée</p> <p>2 missions économiques ont eu lieu lors desquelles</p> <p>En Uruguay avec pour focus ; le dialogue sociale ;</p> <p>Au Maroc avec pour focus l'entreprenariat au féminin.</p> <p>Lors de la mission en Argentine et en Uruguay (juin 2018), le thème du séminaire organisé au Ministère argentin des Affaires étrangères était : « social dialogue in a changing labour market ».</p>

	kader van economische missies in het buitenland					<p>un volet relatif aux droits de l'Homme lors des missions à l'étranger.</p> <p>SPF AE</p> <p>Dans le cadre des missions économiques belges présidées par SAR la Princesse Astrid, une activité sur le thème "Business & Human Rights" est désormais systématiquement organisée.</p> <p>Lors de la mission économique en Afrique de l'Ouest, le focus Cacao & Travail des enfants.</p> <p>Lors de la mission en Côte d'Ivoire en octobre 2017, un forum intitulé « Droits de l'homme et secteur privé : prévention et abolition du travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement du cacao » a ainsi été organisé en présence de la Première Dame de Côte d'Ivoire, Mme Ouattara.</p>	<p>La mission économique au Maroc (novembre 2018) fut l'occasion de mettre l'accent sur l'entrepreneuriat féminin au cours d'un séminaire intitulé « Femmes entrepreneures, actrices de développement humain et économique ».</p> <p>En février 2019 : lutte contre corruption Mexique</p> <p>Il est aussi prévu d'organiser un séminaire sur le « responsible business conduct » lors de la prochaine mission au Mexique (février 2019).</p> <p>SPF Economie_PCN</p> <p>Projet de rapprochement des mandats Point Focal OIT et PCN OCDE, à faire valider par les membres du PCN en 2019 .</p>
8	<p>Encourager les accords-cadres internationaux</p> <p>Internationale kaderovereenkomsten aanmoedigen</p>	I & II		8-16	<p>SPF Emploi, Travail et Concertation sociale</p>	<p>SPF Economie</p> <p>Le PCN valorise ici le rapport réalisé en 2014 suite à l'effondrement du Rana Plaza, des consultations avec les fédérations avaient eu lieu et des recommandations avaient été présentées.</p>	<p>SPF Emploi</p> <p>Via l'organisation d'un séminaire portant sur les accords-cadres internationaux avec les acteurs clés concernés. Evènement en cours de préparation et sera intégré dans l'Event « Entreprises et Droits de l'homme » prévu au printemps 2018.</p> <p>Le projet n'a pas pu être concrétisé et est reporté à 2019</p>
9	<p>Renforcer la collaboration entre les services publics et diverses organisations actives dans le domaine des droits de l'Homme et de l'entrepreneuriat international</p> <p>De samenwerking tussen de</p>	I	PO 3 & 7	8-16	<p>SPF Affaires étrangères</p> <p>Région Wallonne</p> <p>Région flamande</p> <p>Région Bruxelles-Capitale</p>	<p>SPF Economie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rencontre réalisée entre les membres du PCN et Credendo pour une meilleure prise en compte des communiqués du PCN dans leurs évaluations. Renforcement des liens. <p>Région Bruxelles-Capitale</p> <p>Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>Le 6 juillet 2018, le SPF Affaires étrangères a organisé une table ronde avec la société civile pour faire le point sur les différents défis sectoriels et géographiques qui se posent dans le domaine des droits de l'homme et de l'entrepreneuriat et sur la manière de les relever. Cette consultation a été suivie d'une réunion avec des représentants de l'administration, au cours de laquelle diverses suggestions de la société civile ont été examinées en vue d'un suivi ultérieur.</p> <p>SPF Economie :</p> <p>Projet de sensibilisation des CEO du BEL 20 à rencontrer le PCN belge et prendre connaissance de ses activités.</p>

	openbare diensten en diverse organisaties die actief zijn op het vlak van mensenrechten en internationaal ondernemerschap versterken					
10	<p>La Belgique s'engage à intégrer des critères « droits de l'Homme » et de Responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans la stratégie d'appui au développement du secteur privé local de la coopération belge</p> <p>België verbindt zich ertoe criteria met betrekking tot mensenrechten en maatschappelijke verantwoordelijkheid van ondernemingen (MVO) te integreren in de strategie ter ondersteuning van de</p>	I	PO 4 & 6	5-8-16	SPF Affaires étrangères & Coopération au développement	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>Les critères relatifs aux droits humains et à la responsabilité sociale des entreprises sont systématiquement pris en considération lors du financement des projets/programmes d'appui au secteur privé local (critères de sélection des projets financés par la 'Business Partnership Facility', BIO, autres acteurs spécifiques PSD,...).</p>

	ontwikkeling van de lokale private sector van de Belgische samenwerking					
11	<p>Assurer une meilleure coordination entre les autorités fédérales et régionales afin d'intégrer des critères relatifs aux droits de l'Homme et à l'entrepreneuriat socialement responsable dans les aides publiques</p> <p>Een betere coördinatie tot stand brengen tussen de federale en gewestelijke overheden om de criteria inzake mensenrechten en maatschappelijk verantwoord ondernemen te integreren in de overheidssteun</p>		PO 4	5-8-16	SPF Economie Finexpo Ducroire	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>Une réflexion interne est en cours à ce sujet...</p>
12	Poursuivre l'engagement de la Belgique et son rôle de pionnier en matière de droits de		PO 10	5-8-16	SPF Affaires étrangères et autres SPF actifs dans les	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>Au cours de sa participation au Conseil des Droits de l'Homme (2016-2018), ainsi que lors des réunions de la 3^{ème} Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Belgique a abordé activement plusieurs questions relatives aux droits de l'homme et aux situations nationales et a organisé plusieurs événements parallèles. Notre pays a</p>

	<p>l'Homme au niveau international</p> <p>Het engagement van België en zijn pioniersrol op het gebied van de mensenrechten op internationaal vlak voort te zetten</p>				organisations internationales		<p>également participé activement aux précédentes éditions du Forum des Nations Unies sur l'entrepreneuriat et les droits de l'homme, qui met l'accent sur l'application des Principes directeurs des Nations Unies sur l'entrepreneuriat et les droits de l'homme. outre, la Belgique suit de très près les travaux du « groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales » et les discussions entourant la négociation d'un « instrument juridiquement contraignant », et joue un rôle actif dans la définition de position européenne sur ce dossier.</p>
13	<p>Renforcer et contrôler le respect des droits de l'Homme dans les marchés publics</p> <p>Respect voor de mensenrechten in overheidsopdrachten vergroten en controleren (Respecteren van mensenrechten in overheidsopdrachten + Opstarten van proefprojecten aangaande de controle op het naleven van de mensenrechten bij overheidsaankopen)</p>	I	PO 5 & 6	8-12-16	<p>GT Marchés publics durable/CIDD</p> <p>Institut fédéral pour le développement durable</p> <p>Région Wallonne</p> <p>Région flamande</p> <p>Région Bruxelles-Capitale</p>	<p>2017</p> <ul style="list-style-type: none"> - Divers projets pilotes, menés par l'IFDD et la Région Flamande, sont en cours ayant pour objectif d'explorer différentes méthodologies/approches pour le contrôle du respect des conventions de base de OIT et des droits de l'Homme dans les chaînes d'approvisionnement via les marchés publics; Ces projets pilotes étant complémentaires, ils se réalisent en coopération avec les acteurs impliqués et en concertation avec le GT marchés publics durables de la CIDD <p>Plus d'information : http://guidedesachatsdurables.be/fr/etudes-projets/responsabilite-societale-2017</p> <p>Sur base de l'analyse des méthodologies testées, le GT MPD identifiera la meilleure manière de poursuivre.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La transposition de la directive EU sur les marchés publics a été finalisée et la nouvelle loi et ses AR publiés. L'application de la nouvelle réglementation est entrée en vigueur en juillet 2017. Ce nouveau cadre encourage formellement la prise en compte de considérations autres que le prix (social, éthique, innovation, environnement et 	<p>IFDD</p> <p>Développement d'un projet pilote qui consiste en la réalisation d'un marché public à haute plus-value sociale portant sur l'achat de matériel ICT destiné à alimenter l'ensemble des institutions fédérales (100 000 pièces). En collaboration avec le Ministère de la Défense, l'IFDD a travaillé sur la définition de critères éthiques ambitieux et des processus innovants pour le suivi des fournisseurs dans un objectif de renforcer le respect des droits de l'Homme dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises fournisseurs des institutions fédérales. Ce marché public pilote n'a finalement pas pu être concrétisé par manque de soutien politique.</p> <p>Région Bruxelles-Capitale</p> <p>Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.</p> <p>Région flamande</p> <p>Le projet pilote concernant le respect d'aspects sociaux dans le cadre d'un marché public relatif à l'achat de produits d'habillement et textiles s'est poursuivi en 2018. Entre-temps, dix administrations différentes (intercommunales, CPAS, villes, service public flamand...) se sont engagées à appliquer la technique du projet pilote.</p> <p>En collaboration avec d'autres parties prenantes (entreprises, fédérations sectorielles, syndicats, ONG et autorités), les autorités flamandes travaillent également sur une initiative RSE-i dans le secteur de la pierre naturelle. L'objectif de cette initiative est d'améliorer les conditions des travailleurs, de leur environnement et de l'environnement sur les sites de production de pierres naturelles.</p>

						<p>PME) et renforce/légitimise les politiques MPD déjà existantes.</p> <p>Une attention toute particulière a été accordée à la lutte contre le dumping social et à la participation des PME belges aux marchés publics (Chancellerie a développé des instruments spécifiques). Plus d'information : http://guidedesachatsdurables.be/fr</p>	<p>Dans le cadre de marchés publics portant sur ces biens à risque, les autorités qui participent à cette initiative demanderont à leurs entrepreneurs de faire preuve de diligence raisonnable. Il s'agit d'un processus continu qui aide les organisations à identifier les risques de violation des droits de l'homme et du travail dans leur propre organisation et dans la chaîne de production associée, puis à les prévenir, réduire, réparer et/ou compenser.</p>
14	<p>Évaluer le label belge visant à promouvoir la production socialement responsable</p> <p>Het Belgisch label ter bevordering van een sociaal verantwoorde productie evalueren</p>	I & II	PO 5, 6 & 13	8-12-16	SPF Economie & IFDD & Groupe de travail RSE de la CIDD	<p>SPF Economie</p> <p>Le secrétariat du PCN participera au Groupe de travail qui sera mis en place en 2019 pour faire l'évaluation du label belge.</p>	<p>GT RSE de la CIDD</p> <p>Constitution d'un groupe de travail « Label social » en collaboration avec le Cellule Interdépartementale de lutte contre le trafic et la traite des êtres humains (SPF Justice)</p> <p>Etant donné que cette action rejoint une action du « Plan d'action belge : Lutte contre la traite des êtres humains 2015-2019 » divers contact ont été pris avec le Bureau de la Cellule en 2017 pour envisager les synergies possibles et unir efforts et compétences pour démarrer le développement de cette action en 2018.</p> <p>Le groupe de travail « Label social » sera présidé Dieter Vander Beke, Directeur a.i. de l'IFDD, membre de l'équipe de développement du label à son origine.</p> <p>Ce projet n'a pas pu être concrétisé et est reporté à 2019</p>
15	<p>Intégrer le principe de « diligence raisonnable » au sein des organismes de gestion de l'entreprise, également en matière de droits de l'homme</p> <p>Het principe "due diligence" integreren in de</p>	II & III	PO 17	8-16	SPF Economie conjointement RW+RF+RB		<p>SPF Economie</p> <p>La FEB est membre du PCN, elle révisé actuellement son code, le Code belge de gouvernance d'entreprise. Des contacts seront mis en place pour y intégrer les principes de diligences raisonnables. Le GT RSO a participer à la consultation des PP relative à la révision du Code, l'avis est disponible ici</p> <p>Le Code Buysse a été révisé début 2017, dans le cadre d'une prochaine révision (2019) une rencontre sera organisée pour les sensibiliser à la diligence raisonnable.</p>

	bestuursorganen van de onderneming, ook voor wat mensenrechten betreft						
16	<p>Promouvoir les rapports sociétaux, droits de l'homme inclus</p> <p>Maatschappelijke verslaggeving, met inbegrip van mensenrechten, bevorderen</p>	I & II	PO 3, 18 & 21	8-12-16	<p>* SPF Economie (transposition 2014/95/EU)</p> <p>* IFDD (Prix du meilleur rapport DD)</p>	<p>SPF Economie</p> <p>Transposition stricto sensu de la Directive 2014/95/UE. Publication_3 SEPTEMBRE 2017. — Loi relative à la publication d'informations</p> <p>non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés et certains groupes.</p> <p>Réflexion est en cours sur les besoins et la manière d'accompagner les entreprises dans la démarche et l'exercice d'un rapportage qualitatif.</p> <p>Des guidelines pour aider les entreprises dans leur rapportage ont été diffusées par le Commission Européenne, le PCN les a partagé avec ses membres. Un arrêté royal est attendu dans le courant 2019 suggérant des mécanismes de reporting.</p> <p>IFDD</p> <p>Depuis de nombreuse années, l'IFDD sensibilise à la plus-value du rapportage de développement durable et encourage ses parties prenantes à développer des rapports de durabilité selon les Lignes directrices GRI. Pus d'information sur : https://www.developpementdurable.be/fr/themes/instruments-de-gestion/gri</p> <p>Divers projets de soutien au rapportage DD (GRI) au sein des pouvoirs publics fédéraux sont en cours de réflexion.</p>	<p>IFDD</p> <p>* Projet pilotes : Accompagner la réalisation de l'analyse de matérialité au sein des SP dans le contexte des ODD. L'analyse de matérialité étant l'exercice fondateur et préalable au rapportage sociétale.</p> <p>* L'IFDD soutien et est partenaire pour Awards for Best Belgian Sustainability Report qui récompense les entreprises et organisations pour la qualité de leur rapport de développement durable. Ce prix, organisé par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, est décerné tous les deux ans par un jury indépendant.</p> <p>En tant qu'expert, l'IFDD est membre de ce jury.</p> <p>La 19^{ème} édition a eu lieu le 27 Novembre 2018 avec un focus sur les ODD.</p> <p>Le jury s'est concentré sur la manière dont les organisations peuvent aligner leurs stratégies et sur la façon dont elles peuvent mesurer et gérer leur contribution aux objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies en septembre 2015 qui remplacent les objectifs du millénaire (2000-2015). Plus d'info ici</p> <p>Edition 2018 : https://www.sustainabilityreports.be/</p> <p>SPF Eco :</p> <p>1^{ère} administration fédérale à être nommée pour la qualité de son rapport de développement durable. Plus d'information : https://economie.fgov.be/fr/publicaties/rapport-de-durabilite-2017</p> <p>https://www.sustainabilityreports.be/sites/default/files/reports/120-18-rapport_durabilite-gri-a4-f_def.pdf</p>
17	Plaider au niveau de la Belgique pour le	I	PO 9 & 10	8-16	SPF Affaires étrangères & SPF Economie + RF+RB	<p>SPF Economie</p> <p>Suivi au niveau européen des travaux sur les accords de libre-échange (volet TSD – Trade and Sustainable</p>	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>La Belgique joue un rôle de premier plan au sein du Conseil de l'UE en préconisant un renforcement des chapitres sur le développement durable dans les accords de libre-</p>

	<p>renforcement de l'intégration du développement durable (y compris des droits de l'Homme) dans les accords de libre-échange</p> <p>Op het niveau van België pleiten voor een sterkere integratie van duurzame ontwikkeling (inclusief mensenrechten) in vrijhandelsakkoorden</p>					<p>Development) et mise en avant des principes directeurs OCDE et du rôle potentiel des PCN comme procédure possible de règlement de différends.</p> <p>Région Bruxelles-Capitale</p> <p>Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.</p>	<p>échange. Outre un plaidoyer cohérent en faveur de dispositions aussi larges que possible en matière de développement durable dans les accords de libre-échange, la Belgique souligne également le suivi effectif de la mise en œuvre de ces chapitres. Suivi en mai 2017, demandant une meilleure mise en œuvre des dispositions relatives aux ODD dans les accords commerciaux, une réflexion interne à laquelle la Belgique a activement participé a été menée. Cela a débouché sur un deuxième document officieux en février 2018, dans lequel la Commission européenne a proposé 15 points d'action pour renforcer la mise en œuvre des chapitres Commerce et Développement durable, notamment via une coopération renforcée au sein de l'UE et avec les organisations internationales, un rôle renforcé pour la société civile, une transparence accrue et une attitude plus ferme vis-à-vis des pays partenaires, fixant des priorités plus précises. La Belgique s'est félicitée de ces points d'action et s'est maintenant engagée en assurant le suivi effectif au sein du Conseil.</p>
18	<p>Suivre l'évolution de la RSE et des droits de l'Homme auprès des entreprises belges à l'aide du baromètre RSE</p> <p>De evolutie van het MVO en van de mensenrechten in Belgische ondernemingen opvolgen met behulp van de MVO-barometer</p>	I & II	PO 3, 18 & 21	16	IFDD	<p>L'IFDD soutient le projet de réalisation du baromètre RSE des entreprises belges.</p> <p>Le Baromètre RSE permet de mieux comprendre le paysage des pratiques responsables en Belgique pour les petites, moyennes et grandes entreprises. Il donne également des indications sur l'évolution de la RSE en Belgique grâce à une comparaison avec les résultats des éditions 2011 et 2015..</p> <p>L'édition 2018 prendra la forme d'un baromètre des SDGs et une attention particulière sera réservée à la thématique « droits de l'Homme ».</p>	<p>IFDD</p> <p>Baromètre RSE → baromètre ODD</p> <p>In partnership with the University of Antwerp, Antwerp Management School and Louvain School of Management, we have taken the initiative to develop the SDG Barometer, to investigate the adoption of the SDGs in Belgium. The project is supported by the Federal Institute of Sustainable Development.</p> <p>The overall goal of this SDG Barometer is to obtain insights in to the SDG landscape in Belgium for various types of organizations, including companies, governments and non-governmental organizations.</p> <p>Since this research project is the first national survey on the adoption and implementation of the SDGs, these results may serve as a baseline for further investigations, both within Belgium and abroad...</p> <p>Il a été officiellement présenté et débattu lors du SDGs Forum qui a réuni 600 personnes le 23 octobre 2018.</p> <p>Le SDG Barometer est consultable : https://uclouvain.be/en/research-institutes/lourim/news/sdg-barometer-belgium-2018.html</p>

19	<p>Promouvoir les bonnes pratiques des PME qui adoptent une gestion de la chaîne d'approvisionnement responsable, notamment grâce à l'outil « CSR Compass »</p> <p>Goede praktijken van de KMO's die een verantwoordelijk beheer van de toeleveringsketen invoeren, met name dankzij de tool "CSR Compass", promoten</p>	I & II	PO 3 & 16	8-16	Région wallonne	Information non communiquée	
20	<p>Promouvoir les entreprises publiques socialement responsables</p> <p>Maatschappelijk verantwoordelijke overheidsinstellingen promoten</p>	I	PO 4 & 8	5-8-12-16	IFDD_ Groupe de travail RSO de la CIDD		<p>IFDD</p> <p>Contact informel pris en 2018. Mise en œuvre prévue pour 2019</p>
21	<p>S'engager à mieux informer le grand public et les organisations concernées quant à ses activités en matière de droits de l'Homme, afin</p>	I		16	SPF Affaires étrangères & SPFs actifs dans les organisations internationales	<p>SPF AE</p> <p>Préparation d'une brochure de sensibilisation aux DH et de présentation du contenu du Plan d'Action national « E & DH ».</p> <p>SPF AE entretien des contacts réguliers avec le grand public.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>Une brochure d'information générale destinée au grand public a été rédigée et décrit clairement les principales lignes d'action du Plan d'action national belge « Entreprises Droits de l'homme ». La brochure a été partagée avec le réseau belge des postes à l'étranger et sera également publiée sur le site web du SPF Affaires étrangères.</p>

	<p>de les sensibiliser à ce sujet</p> <p>Zich op het niveau van België ertoe verbinden om het grote publiek en de betrokken organisaties beter te informeren over zijn activiteiten inzake mensenrechten om hen te sensibiliseren</p>					<p>Aussi, Indirectement, via les rencontres auprès de la société civile avec laquelle le contact est actif et continu.</p>	
22	<p>Encourager la gestion responsable des chaînes d'approvisionnement avec une approche sectorielle</p> <p>Verantwoord beheer van de toeleveringsketens met een sectorale benadering stimuleren</p>	I	PO 3	8-16	SPF Economie et PCN OCDE	<p>Le PCN organise des événements de sensibilisation (voir la liste Action 4) qui suivent les développements sectoriels de la diligence raisonnable en lien avec les travaux de l'OCDE.</p> <p>Divers événements/workshops ont été organisés pour promouvoir le business responsable dans les secteurs à risques via les outils développés par l'OCDE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les chaînes d'approvisionnement responsables dans le secteur agricole: Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables - le secteur financier responsable : Responsible business conduct in the financial sector - le secteur textile: Responsible Supply Chains in the Garment and Footwear Sector - Pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais : Guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque 	<p>IFDD</p> <p>IFDD soutient le développement d'un projet pilote portant sur « Transparence et traçabilité dans le secteur du textile et de l'habillement ».</p> <p>Le projet pilote porte sur le développement d'un label « BeAwear » basé sur des critères environnementaux et sociaux dans la chaîne de valeur. Plusieurs acteurs sont impliqués dans les travaux : 6 Entreprises issus du secteur, la fédération belge de la mode CREAMODA en collaboration avec la fédération belge de l'Industrie textile Fedustria, FBT et Euratex.</p> <p>Le projet pilote a été lancé en 2018 et devrait poursuivre sa mise en œuvre en 2019.</p>

23	<p>Renforcer le Point de Contact national (PCN) de l'OCDE</p> <p>Het Nationaal Contactpunt (NCP) van de OESO versterken</p>	III	PO 27 & 31	8-16	SPF Economie	<p>Cette action fait suite au rapport de la revue par les pairs (Peer Review) du PCN par l'OCDE en 2016, elle doit encore être mise en œuvre de manière concrète. Le secrétariat du PCN avait engagé un stagiaire (non rémunéré) durant l'automne 2017.</p>	<p>Un autre stagiaire sera recruté en 2019 mais Rien de prévu de durable et permanent ce jour malgré le besoin criant..</p>
24	<p>Accorder une attention particulière à la question des droits de l'enfant dans la sensibilisation des entreprises</p> <p>Bij de bewustmaking van ondernemingen bijzondere aandacht besteden aan de rechten van het kind</p>			5-8-16	SPF Affaires étrangères & SPF Emploi + Régions & Communauté	<p>SPF Emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au niveau fédéral, la préparation du dossier d'assentiment au Protocole de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé de l'OIT se finalise. Nous n'attendons plus que les avis des inspecteurs des finances accrédités auprès des différents SPF compétents. Ce Protocole est toutefois mixte et nécessite également, pour sa ratification, l'assentiment des Communautés et Régions. • En novembre 2017, le Ministre de l'Emploi, Monsieur Kris Peeters, a participé à Buenos Aires à la Conférence mondiale sur l'élimination durable du travail des enfants. A cette occasion, le Ministre a prononcé un discours annonçant la ratification prochainement du Protocole sur le travail forcé par la Belgique ainsi que la mise en œuvre de certaines actions du Plan d'action national sur les entreprises et droits de l'homme ciblant les droits des enfants (notamment la Toolbox et le séminaire sur les accords-cadres internationaux). <p>SPF AE</p> <p>Lors de la mission économique belge en Côte d'Ivoire en octobre 2017, un forum sur le travail des enfants dans le secteur cacaoyer a été organisé. Cf. action 7.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>En décembre 2018, en collaboration avec le secteur belge du chocolat et du commerce de détail, la société civile et les universités, le partenariat « Beyond Chocolate » pour le chocolat belge durable a été lancé.</p> <p>L'objectif central de « Beyond Chocolate » est d'améliorer durablement les conditions de vie des producteurs de cacao et de leurs familles dans les régions de production importantes pour le secteur belge. Le partenariat entend contribuer à ce que les producteurs de cacao (femmes et hommes) puissent subvenir à leur besoin, scolariser leurs enfants et à ce que les ressources naturelles soient exploitées durablement.</p> <p>L'accent est mis sur la lutte contre le travail des enfants, la lutte contre la déforestation et la garantie d'un revenu décent pour les producteurs de cacao locaux.</p> <p><i>Voir action 6</i></p> <p>IFDD</p> <p>Soutien matériel au développement du projet « Beyond Chocolate ».</p>

						<p>Région Bruxelles-Capitale</p> <p>Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.</p>	
25	<p>Accorder une attention particulière à la ratification, au soutien et à la promotion d'une série de conventions de l'OIT ayant trait aux droits de la femme</p> <p>Bijzondere aandacht besteden aan de ratificatie, ondersteuning en bevordering van een reeks IAO-conventies die betrekking hebben op de rechten van de vrouw</p>		PO 3	5-8-16	<p>SPF Emploi & SPF Affaires étrangères + Régions & Communautés</p>	<p>SPF Emploi</p> <p>La Belgique a ratifié la Convention n°156 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, la Convention n°189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques et la Convention n°175 sur le travail à temps partiel. Pour les Conventions n°189 et n°156, un premier rapport détaillé comprenant des précisions sur la manière dont la Belgique a rempli les obligations qu'elle a contractées au titre de ces deux Conventions a été transmis à l'OIT.</p> <p>Région Bruxelles-Capitale</p> <p>Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>* Les 3 conventions de l'OIT dans ce domaine sont en vigueur en Belgique (C156 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, depuis le 10 avril 2015 ; C189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques, depuis le 10 juin 2015 ; C175 sur le travail à temps partiel, depuis le 8 juin 2016).</p> <p>* Un accent a été mis sur les droits de la femme dans la sensibilisation effectuée par le réseau de postes de la diplomatie belge via :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La sensibilisation et participation active dans les campagnes suivantes : 'She Decides' (mouvement réunissant des personnes influentes et des organisations la société civile lancé par une conférence internationale le 2 mars 2017 à Bruxelles en réaction à la Global Gag Rule remise en vigueur par le Président Trump) et '#ShelsEqual' (campagne de 6 mois lancée en marge des European Development Days le 5 juin 2018 à Bruxelles, par Global Citizen et avec la Belgique et le Luxembourg, destinée à collecter 500 millions USD afin d'avoir un impact positif sur les vies des femmes et des filles dans une large variété de domaines : santé et droits sexuels et reproductifs, santé maternelle et infantile, eau et hygiène, nutrition et sécurité alimentaire, problématiques liées à la migration, empowerment économique, etc...). - La mise en œuvre de la stratégie « <i>genre et développement</i> » de la coopération belge et de son plan d'action dont l'une des priorités est de promouvoir le leadership féminin ainsi que leur empowerment économique notamment via le travail décent et les opportunités entrepreneuriales. <p>* La mise en œuvre de la loi sur le gender mainstreaming de 2007.</p>
26	<p>Accorder une attention particulière à la ratification d'une série de conventions de l'OIT ayant trait à</p>		PO 3	5-16	<p>SPF Emploi + Régions & Communautés</p>	<p>SPF Emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Belgique a ratifié la Convention n°167 sur la sécurité et la santé dans la construction et la Convention n°170 sur la sécurité dans l'utilisation des substances chimiques sur les lieux de travail (ratifiée le 14 juin 2017). 	

	<p>la santé et la sécurité au travail</p> <p>Bijzondere aandacht besteden aan de ratificatie van een reeks IAO-conventies die betrekking hebben op de gezondheid en veiligheid op het werk</p>				<ul style="list-style-type: none"> Concernant la Convention n°187 relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, la loi portant assentiment à cette Convention a été adoptée au niveau fédéral. Toutefois, la Convention n°187 est mixte et relève donc aussi de la compétence des Communautés. A l'heure actuelle, la ratification par la Belgique de la Convention n°187 nécessite encore l'assentiment de la COCOF. <p>Région Bruxelles-Capitale</p> <p>Hub.Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.</p>	
27	<p>Sensibiliser les entreprises belges à la problématique de la corruption et renforcement des engagements belges sur cette thématique</p> <p>De Belgische ondernemingen sensibiliseren met betrekking tot de problematiek van de corruptie en de Belgische verbintenissen rond deze thematiek versterken</p>	I	PO 3	16	<p>SPF Affaires étrangères et SPFs concernés</p> <p>SPF Economie</p> <p>Le PCN, en partenariat avec d'autres acteurs privés avait organisé une conférence avec la publication d'une brochure _ Guide anticorruption pour les entreprises belges à l'étranger_ en décembre 2016. Cet événement a été réitéré en décembre 2017 avec la parution d'une nouvelle brochure ciblant les PME, Une PME de confiance rejette la corruption : pourquoi, comment ?.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>Mission économique au Mexique 2019</p> <p>* Recours au réseau diplomatique belge pour sensibiliser les entreprises belges au problème de la corruption des agents de l'État dans les transactions commerciales internationales. Dans le cadre de cet exercice, le guide anti-corruption pour les entreprises belges à l'étranger a notamment été distribué au réseau diplomatique.</p> <p>* Lors de la Mission économique belge au Mexique, prévue en février 2019, un événement Responsible Business Conduct sera organisé autour du thème de la « corruption ».</p> <p>* Organisation d'un débat avec le société civile dans le cadre du second cycle d'examen de la Convention des Nations Unies contre la corruption (débat organisé en mai 2018 SPF Affaires Etrangères). BE a ratifié le Transparency Pledge de la UNCAC Coalition et s'engage au travers de cette adhésion à une transparence du suivi et des résultats du second cycle d'examen de l'UNCAC (publication du calendrier évaluation, débat avec société civile, publication du rapport...)</p> <p>* Sur base du MoU conclu entre le SPF Affaires Etrangères et le SPF Justice en octobre 2015, le SPF Affaires Etrangères a transmis au SPF Justice des cas présumés de corruption internationale relatés par nos Postes diplomatiques à l'étranger impliquant des entités belges à l'étranger. Ce canal de diffusion des informations a permis l'ouverture d'enquêtes en cours près le Parquet Fédéral de Belgique.</p>

							<p>* BE a soutenu l'ONUDC dans des projets liés à la lutte contre la corruption par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une contribution volontaire de 2.000.000 USD pour « <i>Global Programme for Combating Wildlife and Forest Crime and corruption in Arica</i> » - Une contribution volontaire de 2.000.000 USD pour le "Trust Fund for Victims of Human trafficking, especially women and children" - Une contribution de 150.000 euros pour le projet " Strengthening the rule of law and fight against corruption in the Sahel region" - Une contribution de 100.000 euros pour le projet" support of the implementation of the Stolen Asset Recovery Initiative"
28	<p>Exécution du Plan d'action flamand "Entrepreneuriat international durable 2014-2015-2016" (« Duurzaam Internationaal Ondernemen 2014-2015-2016 »)</p> <p>Uitvoering van het Vlaams Actieplan "Duurzaam Internationaal Ondernemen 2014-2015-2016"</p>	I & II	OP 3C, 3D, 8 & 18	5 12 12 17	Région flamande	Information non communiquée	
29	<p>Faciliter la circulation des connaissances dans le domaine des droits de l'Homme et de la RSE</p> <p>Kennisdifusie op het vlak van</p>	I & II	PO 3 & 17	8- 16	Région wallonne	Information non communiquée	

	mensenrechten stimuleren						
30	Exploiter l'existant au niveau européen Hetgeen er op Europees niveau bestaat exploiteren	I	3	8 -16	Région wallonne	Information non communiquée	
31	Mettre en avant les pratiques exemplaires des entreprises Beste praktijken van de ondernemingen in de schijnwerpers zetten	I	3	8 -16	Région wallonne	Information non communiquée	
32	Former les entreprises dans le domaine du respect des droits de l'Homme Ondernemingen opleiden inzake respect voor de mensenrechten	I & II	PO 3 & 18	8-16	Région wallonne	Information non communiquée	
33	Importation, exportation et transit d'armes, de munitions, de matériel militaire et de maintien de l'ordre et de biens à double usage	I	PO 3A, 3C, 7, 10B & 10C	12-17	Région flamande	Information non communiquée	<p>Région flamande</p> <p>* Optimisation du décret sur le commerce des armes et de l'arrêté sur le commerce d'armes : cette action est clôturée. Toutes les propositions mentionnées ont été mises en œuvre.</p> <p>* Aider les entreprises flamandes à élaborer ou à améliorer leurs programmes de contrôle internes pour se conformer aux procédures de contrôle des exportations : les autorités flamandes ont pris diverses initiatives, dont un manuel et une nouvelle page web à ce sujet (https://www.fdfa.be/nl/internal-compliance-programme).</p>

	In-, uit- en doorvoer van wapens, munitie, militair materiaal, ordehandhavings materiaal en producten voor tweeërlei gebruik					* Promotion du traité des Nations Unies sur le Commerce des Armes : les autorités flamandes ont récemment versé une contribution de 20.000 euros au fonds fiduciaire volontaire du traité. Cet argent sert à soutenir les États parties qui ont besoin d'une assistance dans la mise en œuvre du Traité.
--	--	--	--	--	--	--

UN GP's B&HR: United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights

PO: Principe Opérationnel

RW : Région Wallonne

RF : Région Flamande

RB : Région Bruxelloise

CIDD : Commission Interdépartementale pour le DD

RSE : Responsabilité Sociétale des Organisations

PCN : [Point de Contact National en Belgique de l'OCDE](#) auprès du SPF Economie